

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 9 juillet 2024

Nos réf. : SAU/FB/MI n° 24 - 366

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PETIT BATEAU

15, rue du Lieutenant Pierre Murard
B.P. 525
10000 TROYES

Code AIOT : 0005702103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1^{er} juillet 2024 dans l'établissement PETIT BATEAU implanté 15, rue du Lieutenant Pierre Murard - B.P. 525 - 10000 TROYES. L'inspection a été annoncée le 1^{er} juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été menée à la suite d'un début d'incendie au niveau de la RAME 8, survenu dans l'après midi du 1^{er} juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PETIT BATEAU
- 15, rue du Lieutenant Pierre Murard - B.P. 525 - 10000 TROYES
- Code AIOT : 0005702103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Situé dans l'agglomération Troyenne et site historique de la marque depuis 1893, l'établissement exploite des activités de tricotage, ennoblement et confection, mais également des activités de développement de produit, de logistique et de gestion financière et commerciale, ainsi que toutes les opérations transversales comme la maintenance. Environ 600 personnes travaillent sur le site et environ le double dans le département de l'Aube.

Au titre des installations classée pour la protection de l'environnement, la société PETIT-BATEAU à TROYES exploite des installations d'application de teinture et d'apprêts sur des matières textiles (activités classées dans la nomenclature sous la rubrique 2330) et est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 03-4047A du 17 novembre 2003.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	Demande d'action corrective	Dans les plus brefs délais

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accident	Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 2.4	Rapport d'accident de l'exploitant attendu
2	Prévention des incendies	Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 19.2	Sans objet
3	Prévention des incendies	Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 21.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens d'extinction incendie de l'installation ont fonctionné permettant de limiter l'étendue du sinistre.

Malgré la délivrance d'un permis feu à la société intervenant sur un conduit d'émission de rejets atmosphériques, un feu s'est déclenché. L'exploitant devra fournir les éléments dans son rapport pour comprendre les sources du déclenchement de l'incendie, les moyens mis en œuvre pour y remédier, ainsi que les actions qui seront mises en place à l'avenir pour prévenir de potentiels nouveaux incidents.

Aucune personne blessée ou incommodée n'est à déplorer.

Les eaux d'extinction incendie ont été évacuées vers le réseau des eaux usées sans traitement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration accident
Prescription contrôlée : Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement sera déclaré dans les plus brefs délais à l'inspecteur des installations classées. L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.
Constats : L'astreinte de la DREAL a été informée par le SDIS de l'AUBE d'un incendie sur l'installation, déclenché vers 16h29, information relayée à l'UD Aube - Haute-Marne vers 17h00. L'inspection s'est rendue sur le site vers 17h30. A l'arrivée de l'inspection des installations classées, l'intervention du SDIS était terminée. L'exploitant a accueilli les représentants de l'inspection et a présenté les premiers éléments du sinistre et la situation en cours. Le départ d'incendie a eu lieu dans un conduit de cheminée associé à une rame de séchage du site. Ce départ de feu fait suite à une intervention par point chaud sur le conduit.

L'exploitant a informé l'inspection par courriel du 2 juillet 2024. L'exploitant s'est engagé à faire parvenir à l'inspection des installations classées un rapport d'accident dans les plus brefs délais.
Ce qu'il est attendu de l'exploitant : L'exploitant devra un rapport d'accident comprenant les éléments pour comprendre les sources du déclenchement de l'incendie, les moyens mis en œuvre pour y remédier, ainsi que les actions qui seront mises en place à l'avenir pour prévenir de potentiels nouveaux incidents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 19.2
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans le cas de travaux par points chauds, l'exploitant délivre un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières.
Constats : L'exploitant présent a fourni le permis de feu établi pour l'intervention par point chaud sur le conduit des deux sociétés PRO TUBE et DAMORIN. Les permis de feu fournis à l'inspection n'appellent pas d'observations. L'exploitant déclare lors de la visite d'inspection qu'un dépoussiérage de la conduite avait eu lieu avant les travaux, afin de prévenir un départ d'incendie. Toutefois, l'exploitant déclare qu'au vu du départ de feu, ce nettoyage a dû être mal réalisé. Ce point sera à préciser et à détailler dans le rapport d'accident.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 21.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie, permettant de maîtriser un début de sinistre jusqu'à l'intervention des services de secours.
Constats : L'inspection des installations classées remarque que les moyens de défense incendie ont fonctionné : Une tête de sprinklage a été déclenchée au niveau des conduits dans lesquels le départ de feu s'est produit. L'exploitant déclare que l'alarme du site a été déclenchée suite à l'activation de cette tête de sprinklage. L'exploitant a ensuite utilisé des RIA et 3 extincteurs en complément pour éteindre l'incendie. Les pompiers sur place déclarent avoir utilisé une centaine de litres d'eau pour achever l'extinction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m ³ .
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas de bassin de confinement des eaux d'incendie et que la majorité des eaux d'extinction a été évacuée vers le réseau public d'eaux pluviales. L'exploitant a indiqué également ne pas disposer d'une vanne barrage afin de confiner les eaux et d'éviter de rejeter leur vers le réseau public. En l'occurrence, les eaux d'incendie (environ 7 m ³ au total) utilisées ne contenaient pas d'émulseur. A la demande de l'inspection, l'exploitant n'a pas rejeté les eaux d'extinction résiduelles sur le site dans le réseau d'eaux pluviales, mais les a dirigées dans le réseau d'eaux usées public, en informant de ce rejet la collectivité gestionnaire de la station d'épuration des eaux urbaines.
Ce qu'il est attendu de l'exploitant : Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre tout moyen pour éviter à l'avenir que les eaux incendie ne soient rejetées vers le réseau public (d'eaux pluviales ou d'eaux usées) sans traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : Dans les plus brefs délais